

Présentation des états financiers Quel avenir ?



IMA France
Conférence du 21 septembre 2010

OLIVIA LARMARAUD
LISE CHORQUES

GININI
GROUPE



PSA PEUGEOT CITROËN

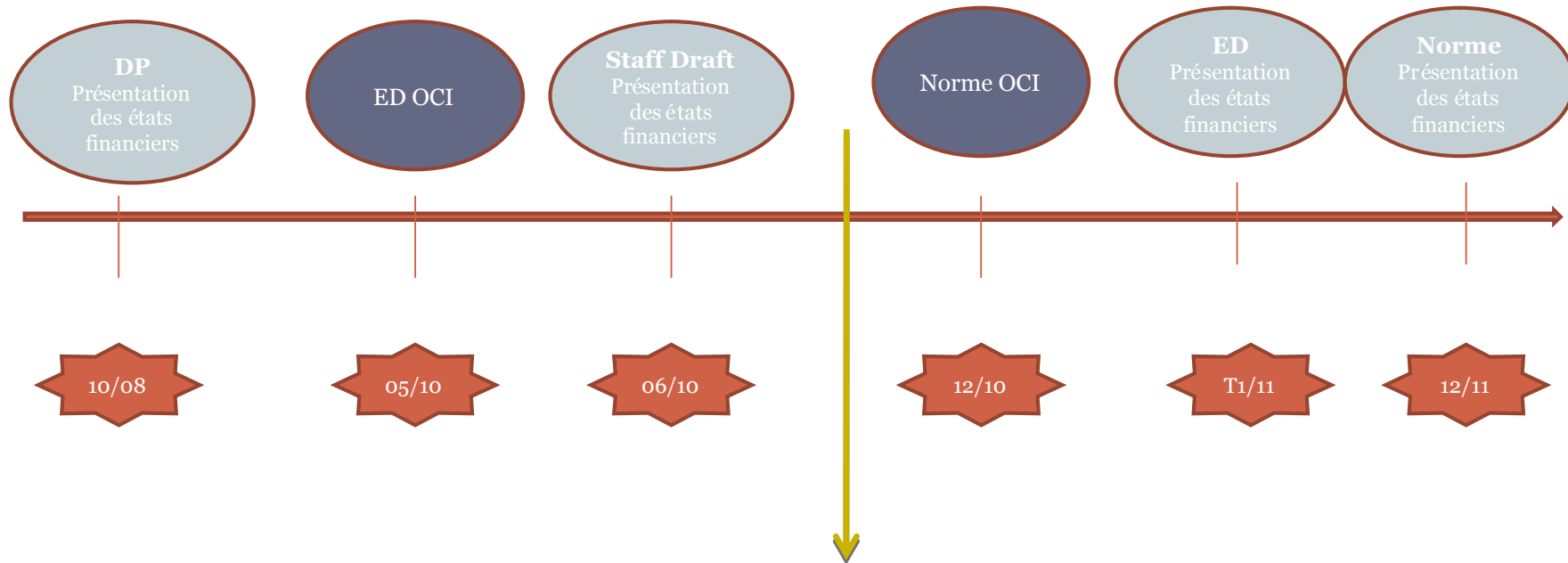
Une révision en plusieurs phases



- L'IASB et le FASB ont entrepris une révision des états financiers en plusieurs phases
 - A court terme : Présentation des autres éléments de résultat global
 - ✦ Objectif : réunir le résultat net et les autres éléments de résultat global au sein d'un même état

 - A plus long terme : Révision complète d'IAS 1 et IAS 7
 - ✦ Objectif : harmoniser et améliorer la présentation des états financiers

Calendrier



Première étape : Un état unique de résultat global



NORME PRÉVUE POUR FIN 2010

Les principales orientations de l'exposé sondage



- Un état unique qui regroupe le résultat net et les autres éléments d'OCI
 - Un libellé non imposé restant à définir
 - ✦ Proposition de l'IASB : Etat du résultat net et des autres éléments de résultat global
- Maintient d'un sous-total pour le résultat net au sein de cet état
 - Le résultat par action reste calculé sur le résultat net et pourrait être présenté juste au-dessous
- Désagrégation des autres éléments de résultat global entre ceux qui seront recyclés et ceux qui ne se le seront jamais

Cette évolution est loin d'être anodine et repose encore une fois la question de la définition de la performance, débat que refuse toujours l'IASB

Illustration



Presentation of profit and loss and other comprehensive income		
Profit and loss	This year	Last year
Revenue	390,456	366,074
Cost of sales	-245,854	-215,698
Gross profit	144,602	150,376
Other income	20,667	15,253
Distribution costs	-8,954	-7,584
Administrative expenses	-20,045	-18,498
Other expense	-2,076	-1,956
Operating profit	134,194	137,591
Finance costs	-11,504	-13,685
Finance income	3,488	2,954
Share of profit of associates	35,089	27,345
Profit before tax	161,267	154,205
Income tax expense	-37,853	-38,058
PROFIT OR LOSS	123,414	116,147
Profit attributable to		
Owners of the Company	105,587	104,584
Non-controlling interest	17,827	11,563
	123,414	116,147
Earnings per share		
Basic earnings per share	0.81	0.75
Diluted earnings per share	0.69	0.60
OTHER COMPREHENSIVE INCOME		
Items never reclassified to net income		
Gain (loss) on equity investment not held for trading (net of 1,560 and 1,963 tax benefit)[1]	3,64	-4,581
Actuarial gains (losses) on defined benefit pension plans (net of 14,876 tax benefit and 9,391 tax)	-34,711	21,914
Total items never reclassified to net income	-31,071	17,333
Items reclassified to net income upon derecognition		
Exchange differences arising on translating foreign operations (net of 4,640 tax and 5,537 tax benefit)	10,827	-12,921
Cash flow hedges (net of 559 tax benefit and 2,838 tax)		
Gains (losses) arising during the period (net of 1,489 tax benefit and 2,416 tax)	-3,476	5,639
Reclassification of gains included in net income (net of 930 and 422 tax)	2,17	984
Total items reclassified to net income upon derecognition	9,521	-6,298
Other comprehensive income	-21,55	11,035
TOTAL COMPREHENSIVE INCOME	101,864	127,182
Total comprehensive income attributable to		
Owners of the Company	91,127	113,053
Non-controlling interest	10,737	14,129
	101,864	127,182

- Agrégation d'éléments de natures et d'utilité différentes

- Le résultat net est maintenu mais sa pertinence est menacée

- Nécessité d'un débat conceptuel sur la performance

Projet plus long terme de refonte des états financiers



NORME PRÉVUE POUR FIN 2011

Objectifs de cette présentation



- **Anticiper pour mieux se préparer**
 - Des modifications significatives qui doivent être anticipées tant au niveau de la construction du reporting mais aussi de la communication financière
 - Ni la date, ni les modalités de transition ne sont connues à ce jour mais
 - ✦ Une application rétrospective en 2013 nécessiterait la présentation au minimum de trois bilans comparatifs retraités (31.12.2013 ; 31.12.2012 et 01.01.2012)
 - ✦ Une inconnue de taille : la position de l'AMF sur le nombre requis de périodes comparatives

- **Réagir aux propositions de l'IASB avant la publication du texte définitif**

Rappel du contexte



- Un discussion paper publié en 2008 , conjoint avec le FASB
 - Le calendrier initial prévoyait par la suite un exposé sondage au cours du second semestre 2010
- Une révision récente du calendrier du MoU (Juin 2010)
 - Report de l'exposé sondage au premier trimestre 2011
 - Publication en juin d'un document de travail pour permettre d'avancer dans cette réflexion

La présentation qui suit repose donc sur ce « staff draft »

Rappel des principales dispositions du DP



Discussion Paper

Staff draft

- **Des améliorations notables**

- Un principe de cohérence pour la présentation de l'ensemble des états financiers
- Des états financiers plus proches d'une communication financière
 - ✦ les actifs et passifs présentés ensemble au sein de deux principales catégories : Business et Financing
 - ✦ L'idée d'un classement selon l'utilisation de ces actifs et passifs par le management (Management approach)

- **Mais d'autres propositions jugées non souhaitables**

- Un tableau de flux en méthode directe avec un état complexe de réconciliation
- Une désagrégation trop grande de tous les états financiers

⇒ Maintenu

⇒ Les états financiers s'éloignent à nouveau de la communication financière (définition restreinte du Financing, Trésorerie en operating ..)

⇒ La management approach est très limitée

⇒ Maintenu mais tentative de pragmatisme

⇒ Maintenu mais encadrée via un principe général

Analyse en détail des évolutions proposées par le staff draft



- ❑ **Evolutions sur les principes généraux**
- ❑ **Evolutions sur les catégories**
- ❑ **Evolutions spécifiques au Tableau de flux**

Evolution concernant les principes



Discussion Paper

Cohérence

Comprendre la relation entre les actifs/ passifs au bilan et leur contrepartie en résultat ou flux de trésorerie

Désagrégation

Donner le détail suffisant pour comprendre les activités de l'entreprise, les montants et incertitudes liés aux cash-flows

Liquidité et flexibilité financière

Permettre de comprendre comme l'entité pourra faire face aux échéances de remboursement de ses emprunts et aura la capacité à financer le développement de ses activités opérationnelles

Staff draft

Maintenu mais allégée

Le principe n'a pas à s'appliquer ligne par ligne mais au niveau catégories

Maintenu et précisé

Etablissement d'un principe et de facteurs à prendre en compte pour donner le niveau de détail suffisant avec une notion de matérialité
Guide d'application du principe pour chaque état financier

Non repris comme objectif principal

Intégré dans le principe de désagrégation

A l'origine de ces principes



- Ce projet a pour objectifs d'améliorer la comparabilité et la compréhension des états financiers
 - En imposant un certain niveau de standardisation en terme de classement et de niveau de détail de l'information présentée

- De cet objectif général se déclinent deux principes de présentation
 - La cohérence (cohesiveness) et la désagrégation
 - Ces deux principes doivent s'appliquer ensemble pour améliorer la lisibilité et l'utilité des états financiers
 - ✦ Une entité doit présenter une information désagrégée dans les sections, catégories et sous-catégories, au Bilan, compte de résultat et tableau des flux de trésorerie, et ce de façon cohérente au travers de ces trois états.

Principe de cohérence



- **Comprendre la relation des éléments au travers des différents états financiers**
 - Tous les effets résultats et/ou de trésorerie liés à un élément de bilan, doivent se trouver présentés dans les mêmes catégories dans tous les états financiers
 - Ce principe n'a plus à s'appliquer ligne à ligne mais a minima au niveau de chaque catégorie

- **Primauté du classement au bilan**
 - Le Bilan constitue le point de départ logique pour le classement des éléments de résultat et de trésorerie qui en découlent
 - Le classement doit traduire les différences sectorielles

- **Permanence des classements dans le temps**
 - Si modification, l'entité doit retraiter l'information comparative

Principe de cohérence- illustration



Statement of financial position	Statement of Comprehensive income	Statement of cash-flows
Business section	Business section	Business section
Operating category Immobilisations corporelles	Operating category Amortissements et dépréciation des Immobilisations corporelles	Operating category Investissements en Immobilisations corporelles
Operating finance subcategory	Operating finance subcategory	
Investing category	Investing category	Investing category

Principe de désagrégation



- Un principe général de désagrégation à mettre en œuvre pour l'ensemble des états financiers
 - Permettre d'identifier au sein de chaque état financier des groupe homogène selon 3 facteurs :
 - ✦ **Fonction** : référence aux activités principales de l'entreprise comme la production, la vente, la promotion
 - ✦ **Nature** : permet de distinguer des éléments qui ne réagissent pas de façon similaire à de même événements économiques comme les ventes de gros vs ventes de détail, coût de main d'œuvre versus transport
 - ✦ **Mode d'évaluation** : juste valeur ou coût historique
- Des modalités d'application pour chaque état
- Certains détails pouvant être cependant donnés en annexes

Application du principe de désagrégation

Compte de résultat



- Une désagrégation par fonction préférentielle
 - Néanmoins, si cette désagrégation par fonction n'est pas pertinente pour les utilisateurs, l'entité peut présenter son compte de résultat uniquement désagrégé par nature
- La désagrégation par nature obligatoire pour tous, a minima en annexes
 - Pour les groupes qui présentent leur compte de résultat par fonction
 - Il s'agira d'une note dédiée dont la structure reprendra la ventilation par fonction du compte de résultat primaire
 - Pour les groupes qui ne présentent pas leur compte de résultat par fonction, la désagrégation par nature s'impose au compte de résultat
- La désagrégation par mode d'évaluation du résultat est requise en annexe via le tableau des réévaluations

Désagrégation des charges et produits- illustration



BUSINESS	
Operating	
Revenue	3,195,400
Cost of sales	(1,907,730)
Gross profit	1,287,670
Selling expense	(204,900)
Research and development expense	(232,200)
Administration expense	(324,800)
Impairment loss on Goodwill	(10 000)
Operating income before operating finance costs	515,770
Operating finance	
Total operating finance costs	(23,050)
Total operating profit	492,720

Note annexe	
BUSINESS	
Operating	
Retail revenue	2,545,400
Fabrication revenue	650,000
Total revenue	3,195,400
Cost of sales	
Materials	(1,528,000)
Labour	(180,000)
Rent	(87,000)
Depreciation	(81,500)
Other	(31,230)
Total cost of sales	(1,907,730)
Selling	
Labour	(86,500)
Advertising	(81,900)
Other expense	(36,500)
Total selling	(204,900)
Research and development	
Labour	(143,200)
Rent	(53,000)
Other	(36,000)
Total research and development	(232,200)
Administration	
Labour	(184,000)
Audit	(30,000)
Legal	(35,000)
Other	(63,400)
Impairment loss on accounts receivable	(12,400)
Total administration	(324,800)
Impairment loss on Goodwill	(10 000)
Operating finance	
Expected return on plan assets	650
Interest on lease expense	(2,500)
Other interest costs	(3,000)
Pension interest costs	(18,200)
Total operating finance costs	(23,050)
Total operating profit	492,720

Note annexe sur les réévaluations



- **Objectif : Informer les utilisateurs sur les éléments de résultat non persistants**
 - Ainsi, le staff draft prévoit dans une note distincte :
 - ✦ Une présentation par sections/ sous-sections et catégories des éléments de réévaluations du compte de résultat
 - ✦ Une information narrative est également requise

- **Définition des réévaluations**
 - Il s'agit des éléments de résultat qui résultent
 - ✦ Des variations de prix ou de valeurs actuelles
 - ✦ Des variations d'estimations de prix ou valeurs actuelles
 - ✦ Des changements d'estimations dans l'évaluation d'une valeur comptable d'un actif ou d'un passif

- **Exemples**
 - Pertes sur contrats onéreux
 - Révision de la valeur recouvrable d'un actif
 - Gains et pertes actuariels
 - Gains et pertes sur cessions d'actifs immobilisés (la prix de vente étant l'ultime réévaluation)
 - Impacts des changements de taux d'impôts
 - Gains et pertes de change

Application du principe de désagrégation

Bilan



- Pas de désagrégation par fonction en sus de celle imposée par les catégories
- Mais au sein de chaque catégorie / section , désagrégation imposée
 - Par nature
 - Par mode d'évaluation
 - Par échéance (court terme / long terme) sauf si une présentation par ordre de liquidité est plus pertinente
 - La notion de courant / non courant est abandonnée au profit d'une échéance « objective » (+/- 12 mois)
 - En cas de présentation par ordre de liquidité, l'information complémentaire en annexes sur les échéances des actifs et passifs contractuels court terme n'est plus requise
 - De même, les échéances des actifs et passifs contractuels long terme, ne sont plus requises en annexes

=> le staff draft ne prévoit pas que cette désagrégation du Bilan puisse être donnée en annexes

Désagrégation du Bilan - Illustration

	As at 31 December	
	20X1	20X2
BUSINESS		
Operating		
Cash (see Note 6)	74,102	61,941
Accounts receivable, trade	922,036	527,841
Inventory	679,474	767,102
Prepaid advertising and other	86,552	78,15
Total short-term operating assets	1,762,164	1,435,034
Property, plant and equipment	2,267,460	2,441,500
Building	577,62	623,5
Goodwill and other intangible assets	189,967	189,967
Total long-term operating assets	3,035,047	3,254,967
Advances from customers	(182,000)	(425,000)
Accounts payable, trade	(612,556)	(505,000)
Wages, salaries and benefits payable, and share-based remuneration liability	(212,586)	(221,165)
Total short-term operating liabilities	(1,007,142)	(1,151,165)
Total long-term operating liabilities	(3,848)	(1,850)
Net operating assets before operating finance	3,786,221	3,536,986
Operating finance		
Short-term portion of lease liability and interest payable on lease liability (see Note 6)	(50,000)	(50,000)
Total short-term operating finance liabilities	(50,000)	(50,000)
Accrued pension liability	(293,250)	(529,500)
Long-term portion of lease liability (see Note 6)	(261,325)	(296,500)
Decommissioning liability	(29,640)	(14,250)
Total long-term operating finance liabilities	(584,215)	(840,250)
Total operating finance liabilities	(634,215)	(890,250)
Net operating assets	3,152,006	2,646,736
Investing		
Short-term investments (see Note 6)	1,100,000	800,000
Financial assets at fair value through profit and loss (see Note 6)	473,600	485,000
Total short-term investing assets	1,573,600	1,285,000
Investment in associates	261,600	240,000
Private equity investment at fair value	46,750	39,250
Total long-term investing assets	308,350	279,250
Total investing assets	1,881,950	1,564,250
NET BUSINESS ASSETS	5,033,956	4,210,986

..... Continued

	As at 31 December	
	20X1	20X2
FINANCING		
Debt		
Short-term debt and interest payable (see Note 6)	(702,401)	(512,563)
Dividends payable	(20,000)	(20,000)
Total short-term debt	(722,401)	(532,563)
Total long-term debt (see Note 6)	(2,050,000)	(2,050,000)
Total debt	(2,772,401)	(2,582,563)
Equity		
Share capital	(1,427,240)	(1,343,000)
Retained earnings	(1,138,826)	(669,564)
Accumulated other comprehensive income	(124,066)	(117,898)
Total equity	(2,690,132)	(2,130,462)
TOTAL FINANCING	(5,462,533)	(4,713,025)
INCOME TAX		
Current taxes payable	(72,514)	(63,678)
Deferred tax asset	44,259	89,067
NET INCOME TAX (LIABILITY) ASSET	(28,255)	25,389
DISCONTINUED OPERATION		
Assets of discontinued operation	856,832	876,65
Liabilities of discontinued operation	(400,000)	(400,000)
NET ASSETS OF DISCONTINUED OPERATION	456,832	476,65
Total short-term assets	4,192,596	3,596,684
Total long-term assets	3,387,656	3,623,284
TOTAL ASSETS	7,580,252	7,219,968
Total short-term liabilities	(2,252,057)	(2,197,406)
Total long-term liabilities	(2,638,063)	(2,892,100)
TOTAL LIABILITIES	(4,890,120)	(5,089,506)

Evolutions concernant les catégories et sections



Discussion Paper

5 catégories principales communes à tous les états financiers

Principe de classement au sein de ces catégories / définition des catégories

Les actifs et passifs sont ventilés entre les catégories selon la **Management approach** à savoir, selon leur utilisation par l'entité
Les catégories sont assez peu définies

Staff draft

Création de nouvelles sections / sous-catégories

Définitions plus définies, classement beaucoup plus encadré

Définition très encadrée de la catégorie Financing qui ne comprend plus que des dettes

Présentation imposée du Cash dans la catégorie Operating

Définition plus précise de la section Investing

Cartographie des états financiers



Statement of financial position	Statement of Comprehensive income	Statement of cash-flows
Business section	Business section	Business section
Operating category	Operating category	Operating category
Operating finance subcategory New	Operating finance subcategory New	
Investing category	Investing category	Investing category
Financing section	Financing section	Financing section
Debt category	Debt category	
Equity category New		
	Multi-category transaction section New	Multi-category transaction section New
Income Tax section	Income Tax section	Income Tax section
Discontinued operation section	Discontinued operation section, net of tax	Discontinued operation section
	Other comprehensive income, net of tax	

Nouveautés : Sous-catégorie « composante financière des éléments opérationnels »



- **Objectifs :**
 - Satisfaire les parties prenantes qui considèrent certaines dettes opérationnelles comme une source alternative de financement
- **Définition :** Éléments directement liés aux activités opérationnelles mais qui représentent également une source de financement long terme
 - Il s'agit de dettes d'origine long terme avec une composante valeur temps comptabilisée
 - **Ex : passifs de retraites, de démantèlement, obligations de location, fournisseurs LT**
- **Spécificités de présentation**
 - Au Bilan, les dettes qualifiées sont présentées dans leur intégralité dans cette sous-catégorie
 - Au Compte de résultat : seule la composante financière est présentée dans cette sous-catégorie;
 - Tableau de flux : cette sous-catégorie n'existe pas (distinction des cash-flow jugée trop arbitraire)

Nouveautés : Section Equity au sein de la catégorie Financement



- **Objectifs :**
 - Présenter au sein d'une même catégorie tous les éléments qui permettent d'obtenir du financement en distinguant cependant le financement obtenu des actionnaires
- **Définition :** les éléments classés dans cette section doivent répondre à la définition d'instruments de capitaux propres conformément à la norme IAS 32 « Instruments financiers - Présentation »
- **Présentation au sein des différents états financiers**
 - Cette sous-section n'existe qu'au Bilan
 - Les variations de ces postes de bilan sont présentées dans le tableau de variation des capitaux propres
 - Au tableau de flux de trésorerie, les mouvements de cash sont présentés dans la section Financement

Nouveautés : Section « Transaction multi-catégorie »



- **Objectif :**
 - Présenter au sein d'une même catégorie l'effet global en résultat ou trésorerie d'une transaction unique qui conduit à enregistrer ou décomptabiliser des actifs et passifs issus de plusieurs catégories

- **Exemple de transaction visée**
 - Les regroupements d'entreprises (frais d'acquisition et badwill au résultat, décaissement net du prix d'acquisition au tableau de flux)

 - Les pertes de contrôles d'une filiale ou d'une activité (encaissement net sur la vente) si les actifs et passifs cédés étaient préalablement classés dans plusieurs catégories
 - ✦ Ne concerne pas les résultats sur « discontinued operations » qui constituent une catégorie distincte

Principes d'affectation



- **Fin de la management approach ?**
 - Principe initial proposé dans le DP
 - ✦ Les actifs et passifs devaient être classés en fonction de leur utilisation par le management
 - ✦ Les définitions de chaque catégorie / section étaient assez peu restrictives
 - Pour les préparateurs, ce principe devait être maintenu
 - ✦ permettant de fournir une information de qualité aux utilisateurs,
 - ✦ en phase avec leurs activités et leur gestion,
 - ✦ Améliorant la comparabilité entre entités, en mettant en exergue leurs divergences
 - Les utilisateurs quant à eux ont souhaité le voir limité
 - ✦ Jugé trop subjectif
 - ✦ Estimant que la comparabilité en était affectée
- => l'uniformisation l'a donc emporté sur la comparabilité**

Principes d'affectation – des définitions très encadrées



- **Catégorie Financement**

- Catégorie dont la définition jugée trop vague par les utilisateurs a conduit à la suppression du principe de « management approach »
 - **L'endettement net ne pourra pas figurer en lecture directe au bilan**
 - ✦ Seules les dettes brutes seront présentées dans cette catégories
 - ✦ les actifs seraient désormais exclus de la catégorie financement (à l'exception des dérivés)
 - ✦ La trésorerie désormais présentée dans la catégorie Operating
 - ✦ Les autres titres d'investissement a priori dans la catégorie Investing
- ⇒ **La comptabilité s'éloigne à nouveau de la réalité économique des entités**

Principes d'affectation – des définitions très encadrées



- **Catégorie Financement (suite)**

- Cependant, l'IASB reconnaît que la notion de dette nette est un vecteur primordial de la communication financière
 - ✦ L'IASB, contrairement au FASB propose dans un premier temps que soit présentée en annexe une réconciliation des postes de bilan constituant la dette nette
 - ✦ Mais cette annexe ne règle pas le problème de lisibilité du Bilan et de pertinence du résultat financier
 - En application du principe de cohérence, le résultat financier ne reflétera que les charges associées à ces dettes

Principes d'affectation – des définitions très encadrées



- **Catégorie Investing**

- Définition proposée dans le DP également jugée trop floue
 - ✦ Actifs et passifs jugés par le management comme ne faisant pas partie intégrale des activités principales de l'entité
- En réponse aux critiques exprimées sur le DP, une définition plus encadrée :
 - ✦ Catégorie dédiée uniquement aux actifs et passifs utilisés sans synergie avec d'autres actifs/ passifs pour générer un revenu
 - ✦ On devrait donc y retrouver :
 - Les titres de placements financiers, les participations dans les entités associées (à étudier au cas par cas)

Une fois les catégories Financing et Investing si strictement définies, le résultat opérationnel n'est plus qu'une valeur par défaut

⇒ **Il risque alors de n'être plus représentatif de l'indicateur de performance utilisé par le management pour évaluer son activité**

Evolution concernant le tableau des flux de trésorerie - synthèse



Discussion Paper	Staff draft
Présentation selon la méthode directe imposée	Maintenu mais plus pragmatique Méthode directe également requise
Le tableau des flux boucle uniquement avec la trésorerie Suppression de la notion de cash équivalent	Maintenu
Aucune disposition particulière pour les établissements financiers	Maintien d'un tableau de flux mais dispositions spécifiques pour les activités de dépôts

Le tableau de flux en méthode directe



- Bien que contestée par une grande majorité des parties prenantes, **L'IASB ne renonce pas encore à la méthode directe**
 - **....Mais propose une méthode directe simplifiée.....**
 - Le staff draft propose de limiter le niveau d'information requise et prévoit que les flux directs puissent être dérivés de la méthode indirecte
 - Le tableau de réconciliation ligne à ligne est remplacé par des analyses plus ciblées de variations de postes de bilan (dont ceux constituant la dette nette)
 - **La méthode indirecte présentée également au sein du tableau des flux**
 - Cette réconciliation sera donc partie intégrante du nouveau tableau de flux de trésorerie
- ⇒ l'IASB poursuit cependant ses travaux de recherche sur les mérites de la méthode directe pour valider le bien-fondé de sa décision
- ⇒ Il reste donc à convaincre l'IASB que la méthode directe n'est pas seulement source de difficultés pratiques mais qu'elle affaiblit la communication financière

Le tableau de flux en méthode directe - Illustration

- Le staff propose en annexe une méthode alternative pour dériver les mouvements de trésorerie des variations de poste de bilan

	Opening balance	Sales	Receivable from acquisition	Cash collections	Other entries	Closing balance	
							Direct method cash from customers - transactions-level data
							Cash from customers (via system query of customer account cash receipts) 57 800
A Co	1 000	2 500	-	(2 600)*	-	900	
B Corp	2 500	4 000	-	(4 500)*	-	2 000	Direct method cash from customers - derived by changes in balances
C Inc	1 800	-	-	(1 700)*	-	100	Opening balance 32 150
D Co	-	-	10 000	-	-	10 000	Less: Closing balance (-67 250)
HIJ Suppliers	2 200	-	-	(2 200)	4 000 (a)	4 000	Sales <u>87 500</u>
PQR Factoring	-	-	-	(5 000)	5 000 (b)	-	52 400
W Corp	8 000	23 000	-	-	-	31 000	Transactions with those other than customers
X Partners	10 000	8 000	-	-	-	18 000	Acquisition 10 000
Y Corp	6 400	-	-	-	(6 400) ©	-	Change in non-customer receivables (HIJ Suppliers) 1 800
Z Co	250	50 000	-	(49 000)*	-	1 250	Account reduction from factoring <u>(6 400)</u>
	32 150	87 500	10 000	(65 000)	2 600	67 250	Cash from customers 57 800

* Cash receipts from customer accounts

(a) Receivable for vendor volume incentives included with trade receivables
 (b) Amount received from factoring company from sale of Y Corp receivables
 (c) Sale of Y Corp receivable to PQR factoring

Suppression de la notion de cash-equivalent



- La notion de « cash equivalent » est supprimée
 - Le Board considère que l'exposition aux risques est trop différente pour que ces éléments puissent être amalgamés avec la trésorerie
 - Ne répond donc pas au principe de désagrégation
- Le tableau de flux cadre donc uniquement avec la trésorerie
- On est loin du bouclage du TDF avec la dette nette demandé par les préparateurs et leurs utilisateurs

En conclusion



- Un projet de départ assez satisfaisant qui rapprochait la comptabilité de l'économie mais le Board semble s'en éloigner
 - Risque de contraindre les Groupes à présenter des états financiers retraités pour communiquer avec leurs utilisateurs

- Même si ce projet est encore très controversé ... il convient de ne pas attendre pour
 - Étudier ses conséquences en matière de communication financière et d'organisation des outils de reporting